

La filière laitière française tradition et mondialisation

Véritable poids lourd de l'aménagement rural (30 % de la surface agricole utilisée par les exploitations laitières) et seconde au niveau mondial pour l'exportation de produits laitiers, la « Laiterie France » se positionne entre tradition et mondialisation.

● Décrire la filière laitière française en quelques paragraphes peut s'apparenter à une gageure. La production laitière française est un véritable poids lourd de l'aménagement rural (30 % de la surface agricole utilisée par les exploitations laitières) et est capable d'offrir aux consommateurs français plus de 1 000 fromages caractéristiques du moindre des terroirs. Le pays abrite 4 des 20 plus grands groupes laitiers mondiaux et est le dixième exportateur mondial de produits laitiers. Ce contraste entre local et global, entre tradition et mondialisation, c'est la réalité quotidienne des producteurs de lait et des industriels laitiers français. Une réalité faite d'hommes et de chiffres.

CINQUIÈME PRODUCTEUR MONDIAL DE LAIT DE VACHE

Au cours de l'année 2001, la France a produit plus de 24 milliards de litres de lait de vache dont 94 % ont été collectés par les laiteries. 343 millions de litres de lait de chèvre et 225 millions de litres de lait de brebis ont également été collectés par les laiteries cette même année. Pour le lait de vache, la France est le deuxième producteur européen (derrière l'Allemagne) et le cinquième producteur mondial (derrière les Etats-Unis, l'Inde, la Russie et l'Allemagne).



UN TISSU INDUSTRIEL riche et performant accompagne la présence d'exploitations laitières sur l'ensemble du territoire.

Quelques chiffres

Production :

- Environ 120 000 exploitations
- 4,4 millions de vaches laitières
- 22,6 milliards de litres de lait de vache collectés
- 938 000 chèvres laitières qui produisent 460 millions de litres de lait
- 1,659 million de brebis laitières qui produisent 248 millions de litres de lait

Transformation :

- 320 entreprises de 20 salariés et plus
- plus de 60 000 salariés
- 21 milliards d'euros de chiffre d'affaires

Commerce extérieur :

- 5 milliards d'euros d'exportations ; 2,7 milliards d'euros d'importations ; 2,4 milliards d'euros de solde positif.

Le dernier recensement agricole (en 2000) dénombre environ 128 000 exploitations possédant des vaches laitières. Dans les faits, environ 120 000 de ces exploitations peuvent être considérées comme véritablement professionnelles. On estime qu'elles emploient près de 200 000 personnes et qu'elles mettent en valeur un cheptel laitier de 4,4 millions de vaches laitières. Elles possèdent un quota laitier moyen légèrement supérieur à 190 000 litres et approximativement 60 % d'entre elles sont considérées comme très spécialisées en production laitière.

Ces exploitations sont réparties géographiquement suivant ce que l'on appelle traditionnellement le « Fer à cheval laitier », à savoir le grand Ouest (plus de 54 000 exploitations laitières), le Nord-Nord Est (plus de 25 000 exploitations) et une zone Alpes-Massif Central (près de 20 000 exploitations, pratiquement toutes en zone de Montagne). Une grande diversité de situations s'exprime à tra-

e entre tion

vers cette localisation puisque les exploitations situées au nord de la Loire possèdent généralement un quota laitier supérieur à 200 000 litres et un taux de forme sociétaire supérieur à 40 %. A l'inverse, les exploitations situées au sud de la Loire sont très majoritairement des petites exploitations individuelles avec un quota laitier moyen autour 130 000 litres.

En terme de comparaison au niveau européen, la France est en passe de devenir le pays possédant le plus grand nombre de structures de production (devant l'Allemagne) alors qu'elle se situe au septième rang en terme de quota laitier moyen, loin derrière des pays comme le Danemark, le Royaume-Uni ou les Pays-bas qui possèdent des références moyennes supérieures à 300 000 litres (480 000 litres pour le Danemark, 420 000 litres pour le Royaume-Uni, 330 000 litres pour les Pays-Bas).

Cette situation est liée en partie à l'histoire des différents pays européens, avec une industrialisation précoce de l'activité agricole au Nord de l'Europe, mais elle est également due à la volonté française de maintenir le plus grand nombre de structures notamment par le biais de la gestion administrée des quotas. Cette gestion permet à la production laitière d'être la production qui installe le plus de jeunes dans l'agriculture française ▶

Une organisation originale

De multiples organismes et institutions collaborent au bon fonctionnement de ce secteur d'activité.

En premier lieu, on peut souligner le rôle des pouvoirs publics qui s'exerce via les services du ministère de l'Agriculture et via l'Onilait. L'Onilait, sous la double tutelle du ministère de l'Agriculture et du ministère des Finances, a pour mission de mettre en œuvre les mesures de politique agricole décidées au plan national et communautaire. Il est appuyé, en cela, par les services déconcentrés du ministère de l'Agriculture qui réalisent un certain nombre d'opérations de gestion et de contrôle à l'échelon départemental. L'Onilait organise, de plus, dans le cadre d'un conseil de direction, la concertation entre les pouvoirs publics et les différentes familles représentant la filière laitière. Ce Conseil émet des avis en direction du ministère de l'Agriculture qui est responsable de l'orientation de la politique agricole menée par le gouvernement. A côté de cette mission d'orientation, le ministère de l'Agriculture exerce le pouvoir très important de police sanitaire via la Direction générale de l'alimentation et les 6 000 agents des directions départementales des services vétérinaires. A travers les services du ministère de l'Agriculture et de l'Onilait, on peut estimer qu'environ 700 personnes travaillent directement à l'administration du secteur laitier français et à la gestion d'environ 550 millions d'euros de fonds publics.

De manière parallèle et complémentaire, les différentes familles représentant la filière laitière (producteurs, transformateurs privés et coopératives) sont regroupées au sein d'une interprofession, le Cniel. Cette structure, définie et encouragée par les pouvoirs publics, a pour mission d'œuvrer à la bonne organisation économique et sanitaire de la filière, de promouvoir les produits laitiers français et d'assurer une veille permanente sur le plan de la sécurité sanitaire et sur le plan de l'information économique. Cette structure, dotée d'un budget d'environ 40 millions d'euros, emploie environ 100 personnes et travaille en liaison avec 18 centres régionaux interprofessionnels et 26 laboratoires interprofessionnels d'analyse pour le paiement du lait à la qualité.

Ces trois structures « centrales » (ministère, Onilait, Cniel) échangent de manière très active des informations et des analyses. Elles cherchent à établir des synergies permanentes au plan de la recherche technique ou économique avec des organismes tels que l'Inra, l'Institut de l'élevage ou encore les universités afin de pouvoir anticiper et informer au maximum les décideurs de la filière laitière.

A côté de ces structures nationales, on trouve un certain nombre de services très implantés au niveau local et qui sont chargés de l'amélioration technique et économique. Ainsi, dans le cadre du service aux éleveurs, on peut citer le contrôle laitier auquel adhèrent près de 70 000 exploitations laitières représentant plus de 80 % du lait produit. On peut également citer, de manière plus transversale, les SUAD des Chambres d'agriculture et les centres de gestion qui agissent et conseillent à l'échelon départemental. Concernant les services pour l'innovation des entreprises, on peut citer les centres de l'Actia qui développent de la recherche finalisée.

Cette organisation forte, associée à la qualité des produits et des intervenants, constituent de solides atouts pour permettre à la filière française de s'adapter aux difficiles défis de l'exigence accrue des consommateurs occidentaux, de la réforme de la politique agricole et de la libéralisation des échanges mondiaux.

Probiotics and Health: Biofunctional Perspectives
Montreal International Symposium
October 24 and 25, 2002

<http://www.probiomtl.org>



Ariane Fortier (450) 773-1105
fortierar@em.agr.ca

► (environ 2 500 par an), de maintenir des structures dans des zones difficiles et d'être ainsi un acteur incontournable de l'aménagement du territoire et du développement rural.

ENVIRON 700 USINES DE TRANSFORMATION

Cette forte présence des exploitations laitières sur le territoire s'appuie sur un tissu industriel riche et performant. Ce sont, en effet, 710 usines de transformation qui collectent le lait français. Parmi ces usines, 72 collectent plus de 100 millions de litres par an et transforment ainsi près de 58 % des livraisons françaises. A l'inverse, 362 petits établissements (essentiellement localisés en Franche-Comté) collectent moins de 5 millions de litres par an et transforment un peu moins de 3,2 % des livraisons françaises. Ces usines emploient près de 60 000 personnes et la valeur de leur production représente à peu près 20 % du chiffre d'affaires total des industries agro-alimentaires françaises, soit environ 20 milliards d'euros.

Si l'on raisonne en terme d'entreprise ou de groupe (une entreprise ou un groupe peut posséder plusieurs usines), on observe une concentration assez prononcée puisque 6 leaders collectent près de 60 % du lait français et que 85 % du lait français est contrôlé par 26 groupes. Cette concentration se retrouve au niveau des positions sur les marchés : 3 groupes contrôlent les deux tiers du marché du lait liquide UHT, 4 groupes contrôlent les deux tiers du marché des yaourts et des desserts lactés et 3 groupes contrôlent deux tiers du marché des pâtes molles. Au niveau international, 4 groupes laitiers français se situent parmi les 20 plus grands groupes laitiers mondiaux (Danone, Lactalis, Bongrain et Sodiaal).

Les fabrications de ces usines se répartissent en deux catégories : les produits de grande consommation (produits frais, lait liquide, fromage) qui utilisent 70 % du lait collecté et représentent 85 % du chiffre d'affaires « départ usine » de l'industrie laitière et les produits industriels (beurre vrac, poudres de lait, lactosérum) qui utilisent 30 % du lait collecté et représentent 15 % du chiffre d'affaires « départ usine » de l'industrie laitière.

La principale fabrication concerne les fromages qui « consomment » environ

40 % de la matière sèche utile collectée et représentent environ 45 % du chiffre d'affaires « départ usine » de l'industrie laitière. Environ 1,8 million de tonnes de fromages, tous laits confondus, ont été fabriquées en 2001, dont 191 000 tonnes sous appellations d'origine contrôlée. Ces fabrications de fromages ont augmenté de 22 % en 10 ans. Autre segment particulièrement dynamique, les produits frais (laits fermentés, desserts lactés frais, crème de consommation) utilisent 10 % de la matière sèche utile collectée et représentent presque 25 % du chiffre d'affaires « départ usine » de l'industrie laitière. Les fabrications de produits frais ont augmenté de près de 45 % en 10 ans. La croissance de ces segments s'est faite au détriment des fabrications de beurre (-11 % en 10 ans) et des poudres de lait (-13 % en 10 ans). La France conserve néanmoins des positions fortes sur ces produits puisqu'elle est le premier fabricant de beurre européen avec 455 000 tonnes en 2001 et le premier fabricant européen de poudres grasses avec 240 000 tonnes en 2001.

Le segment des laits liquides, enfin, est stable et représente 4 milliards de litres en 2001, soit 11 % de la matière sèche utile collectée et 12 % du chiffre d'affaires « départ usine » de l'industrie laitière.

DES FABRICATIONS MAJORITAIREMENT DESTINÉES AU MARCHÉ INTÉRIEUR

Ces fabrications trouvent leurs débouchés très majoritairement sur le territoire national. Avec, en moyenne, l'équivalent de 400 litres de lait entier consommés par an et par habitant, les Français sont, en effet, de gros consommateurs de produits laitiers (derrière cependant les pays scandinaves comme la Finlande et la Suède qui consomment plus de l'équivalent de 450 litres de lait entier par an et par habitant). La consommation française est cependant spécifique puisque ce sont les fromages qui constituent le principal produit laitier consommé (avec plus de 24 kilos/an/habitant, les Français sont les seconds plus gros consommateurs de fromage du monde derrière les Grecs) alors que l'habitude de boire du lait liquide est assez peu caractéristique de la consommation française (avec 74 kilos/an/habitant, la France se situe au dix-neuvième rang mondial des consom-

mateurs de lait liquide). Cette consommation est très largement assurée par les ménages puisque 65 % des volumes de produits laitiers disponibles en France (production + importations - exportations) sont achetés en grandes et moyennes surfaces et environ 10 % sont achetés dans les circuits hard-discount. Le reste des volumes disponibles est consommé via la restauration hors foyer (11 %) et par les circuits industriels IAA/artisanat (14 %).

UNE FORTE VOCATION EXPORTATRICE

Cette prépondérance du marché intérieur ne doit pas occulter que la France est un pays très ouvert aux échanges extérieurs de produits laitiers et un important exportateur laitier. En effet, on estime que l'équivalent de 30 % de la collecte est exporté alors que l'équivalent de 20 % de la collecte est importé. Ceci conduit la France à produire 110 % de ses besoins en produits laitiers. Les exports de produits laitiers, en 2001, ont représenté plus de 5,1 milliards d'euros alors que les imports ont représenté 2,7 milliards d'euros. Ceci conduit à un solde positif de 2,4 milliards d'euros qui représente environ 30 % du solde total d'échanges français sur les produits agricoles et agro-alimentaires.

Par le montant de ses exports, la France est le deuxième exportateur de produits laitiers mondial derrière l'Allemagne et devant les Pays-bas et la Nouvelle-Zélande. Le principal produit exporté est le fromage dont 30 % des fabrications sont exportés, ce qui représente plus de 40 % du chiffre d'affaires export. On peut relever le cas de produits fabriqués en France et presque exclusivement destinés à l'export comme les poudres de lait dont 60 % des fabrications sont exportées et qui contribuent à 15 % du chiffre d'affaires export. 70 % des exportations françaises sont réalisés au sein de l'Union européenne, contre 30 % à destination des pays tiers, et ses principaux clients sont l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne et l'Algérie. Les importations, elles, concernent majoritairement le fromage (26 % de la valeur des importations totales) et le beurre (15 % de la valeur des importations totales). Les principaux fournisseurs sont les Pays-bas, l'Irlande et la Nouvelle-Zélande.

FRÉDÉRIC CHAUSSON (CNIEL)